

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°17 (du 25 avril au 1^{er} mai 2011)

La crise politique

◆ **Le Ffkm et la CNOSC appelés à jouer à nouveau un rôle actif dans les négociations de sortie de crise.** Après l'appel lancé par Marc Ravalomanana, les trois mouvances et le « *Comité de solidarité pour les victimes du non-droit* » demandent leur retour sur la scène politique. Pour *L'Express*, « *Un éventuel retour de ces deux « poids lourds » donnerait un tout autre visage au paysage politique malgache qui, ces derniers temps, a tout misé sur la médiation internationale, de la Sadc à la COI, en passant par l'OIF. Un retour remarqué aussi dans le sens où le Ffkm et la CNOSC étaient des tout-premiers médiateurs de la crise malgache depuis 2009* ». Le parti Tgv au pouvoir condamne cette démarche. « *Ils ont déjà prouvé par le passé leur fait* », a répondu un membre du CST, qui ajoute : « *aujourd'hui, le pays suit désormais un tout autre chemin, la crise est en train de se résoudre* », faisant allusion à la feuille de route paraphée. Néanmoins, d'après l'universitaire Andry Rasolofo, ces deux entités « *respectées* » sont appelées à jouer un rôle en matière d'« *observation des élections et de conseil* ». Le Ffkm n'a pas réagi à cet appel du pied. La CNOSC en revanche a déclaré se tenir à disposition des protagonistes.

◆ **Pour Midi, « aucun médiateur national ou international n'est plus crédible pour mener une médiation acceptée pas tous ».** La médiation, pilotée par la Sadc au nom du principe de subsidiarité, est confrontée à une crise de confiance. Il en irait de même pour les médiateurs nationaux : « *Raiamandreny Mijoro* », CNOSC et Ffkm. Tous sont suspectés de partialité ou minés par des divisions internes.

◆ **Le Dr Simao remplacé par Thabo Mbeki ?** Les trois mouvances ont mis en cause à maintes reprises l'impartialité du médiateur de la Sadc et sollicité son remplacement. Il se dit que Leonardo Simão pourrait être remplacé par l'ancien président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki. La modification de la délégation de la Sadc paraît probable mais rien n'est encore confirmé.

◆ **Sommet extraordinaire de la Sadc du 20 mai : la médiation africaine plaide pour la feuille de route.** *Le Courrier* publie les recommandations adressées par la médiation aux chefs d'Etat appelés à se prononcer sur la situation à Madagascar. Elle les invite notamment à approuver la feuille de route paraphée le 9 mars et souhaite que soit lancé un appel aux « *acteurs politiques malgaches pertinents à signer cette feuille de route et à s'engager pleinement à sa mise en œuvre ainsi qu'à participer de bonne foi dans le processus de transition et à empêcher de mettre son veto au processus* ».

◆ **Transition : un « deal » d'Andry Rajoelina avec la Sadc ?** Des rumeurs insistantes font état d'un accord qui aurait été conclu par Andry Rajoelina avec la Sadc lors de ses visites aux présidents namibien et mozambicain et s'apprêterait à le conforter auprès des autres chefs d'Etat de l'organisation régionale. Il porterait sur la nomination d'un nouveau Premier ministre de consensus. La reconduction de Camille Vital pourrait en effet, selon certains observateurs, faire obstacle à la validation de la feuille de route par la Sadc.

◆ **Parlement de la Transition : vers une nouvelle clé de répartition dans le cadre de l'élargissement prévu par la feuille de route ?** Des membres des commissions « *Relations internationales* » des deux Chambres ont fait connaître leurs propositions lors de leur récente rencontre avec la délégation de l'OIF. Elles se traduisent par une augmentation des effectifs des deux chambres, qui passeraient de 346 à 388, avec une répartition différente de celle qui a présidé à la désignation initiale, afin d'intégrer d'autres formations ou sensibilités qui ne sont pas encore représentées, sans bouleverser les équilibres existants.

◆ **La mouvance Ravalomanana se positionne pour les élections mais pose ses conditions.** Elle rejoint désormais le régime sur la nécessité d'organiser les consultations. Fetison Rakoto Andrianirina, s'est exprimé en faveur des élections, avec une série de dispositions à prendre avant l'échéance du 20 mai, date de la réunion de la Sadc. Pour ce faire, la mouvance insiste sur « *une Transition neutre* », qui serait obtenue par l'exécution d'une série de mesures. D'après celle-ci, « *toutes les personnalités impliquées, de près ou de loin dans la Transition seraient inéligibles aux prochaines élections* ». Elle se déclare en faveur d'un « *allègement structurel des institutions de la Transition* », prenant en exemple un Congrès de la Transition composé « *de 100 à 120 membres seulement* ». La mouvance préconise « *une recomposition totale de la CENI* » et pointe du doigt son financement. « *L'État ne devrait pas s'impliquer directement dans le financement de la CENI pour des raisons de partialité et d'indépendance* », fait remarquer Fetison Andrianirina. Il rejoint ainsi la société civile, qui dénonce le financement par l'État de la refonte de la liste.

◆ **Certains chefs d'État de la Sadc font pression pour une rencontre Rajoelina-Ravalomanana.** « *Il y a effectivement une volonté de certains pour aboutir à un tel rendez-vous* », a confirmé l'homme fort de la Transition, qui pour l'instant résiste. Andry Rajoelina croit savoir que son accord conditionne la réponse à sa demande d'audience auprès du président sud-africain, Jacob Zuma, envisagée pour le 13 mai. La mouvance Ravalomanana a suggéré une rencontre durant le Sommet de la Sadc le 20 mai.

◆ **Les dirigeants religieux du « Hetsiky ny Mpitondra Fivavahana » (HMF) pour l'organisation d'un « grand pardon » avant le 20 mai.** Le pasteur Roger Randriamisata estime qu'« *il faudra passer par le grand pardon. La vraie réconciliation nationale est indispensable. Il faut concrétiser ces propositions avant le sommet extraordinaire de la Sadc. [...] On ne doit pas se précipiter à organiser des élections. Il faut d'abord se parler, s'écouter et mettre en œuvre toutes les mesures permettant d'instaurer le climat d'apaisement* ».

◆ **Andry Rajoelina entreprend un nouveau voyage en Afrique** pour convaincre les chefs d'Etat de la Sadc avant le rendez-vous du 20 mai. **Il a été reçu par le vice-président de Zambie**, Georges Kunda. Pour des raisons stratégiques, la Présidence ne précise pas la prochaine destination de la délégation.

◆ **Monja Roindefo Monja a tenté de griller la politesse à Andry Rajoelina : il devait être reçu en premier par Jacob Zuma.** L'ancien Premier ministre a été invité officiellement par le président sud-africain mais la rencontre a été annulée au dernier moment par son hôte. Monja Roindefo a annoncé son intention de se rendre ensuite à Paris pour rencontrer Didier Ratsiraka et en Afrique du Sud pour s'entretenir avec Marc Ravalomanana.

◆ **Le couple Rajoelina se rend au Qatar dans un jet privé pour passer les fêtes de Pâques.** *Le Courrier* croit savoir que le président de la Transition entretient des liens avec un Israélien surnommé « *le roi du diamant* ». Un personnage qui aurait joué un rôle important dans les milieux miniers guinéens et auprès du ministre des Mines de ce pays durant la période de transition. Le quotidien écrit : « *Quels sont donc les nouveaux enjeux d'une telle alliance ? Ou s'agit-il de nouveau d'une fuite en avant pour rechercher des financements (en contrepartie de quoi ?) en vue des élections ?* ». Selon le président de la HAT, Qatar est un puissant pays, donc susceptible d'aider Madagascar. Le locataire d'Ambohitsorohitra a aussi espéré trouver au Qatar une solution au problème du prix du carburant à Madagascar. Le pays pourrait connaître à court terme un problème d'approvisionnement en produits pétroliers. En effet, la décision gouvernementale de fixation unilatérale des prix à la pompe est vivement contestée par les compagnies pétrolières. Ces derniers pourraient ne plus garantir un approvisionnement régulier.

◆ **Nouvelle tentative d'attentat contre Andry Rajoelina ? Son avion contraint un atterrissage forcé.** L'avion devant conduire Andry Rajoelina en Zambie a dû rebrousser chemin 20 minutes après le décollage. Une explosion en plein vol aurait été évitée. Les autorités n'hésitent pas à évoquer « *un acte de sabotage* ». Le départ pour la tournée africaine du président de la Transition a été différé de 24 heures. L'appareil était immobilisé à l'aéroport d'Ivato depuis le retour de la famille Rajoelina du Qatar. Les réactions sont empreintes de doute et de scepticisme. Des voix s'élèvent dans l'opposition pour demander aux autorités de fournir plus d'explications, suspectant l'existence d'une manipulation. Les « *preuves* » mises en avant par le service Communication de la Présidence ne sont pas jugées convaincantes.

◆ **Elections : en 30 ans, aucune des élections qui se sont tenues dans la Grande Ile n'ont pu être qualifiées de libres et transparentes**, selon le PNUD. Pour Manandafy Rakotonirina : « *Organiser des élections cette année c'est tenir les Malagasy en otage* ». Le leader du Mfm se prononce pour le boycott de toutes les consultations populaires sous réserve de certaines conditions, rejoignant la proposition des experts internationaux des Nations Unies. « *La tenue des élections ne devrait pas être précipitée pour éviter de nouvelle crise* » estime dans le même temps le conseiller politique de l'ONU à Madagascar.

◆ **Le calendrier de la rentrée universitaire n'est toujours pas fixé.** Le retard dans le transfert du budget de fonctionnement de l'Université explique cette situation. Jean-Eric Rakotoarisoa, vice-président de l'université confirme qu'il attend le déblocage des crédits de fonctionnement pour les 3 mois à venir. Faute d'assurance d'une année universitaire sans écueil financier (budget de fonctionnement disponible, y compris bourses, indemnités des professeurs et salaires du personnel technique, administratif et enseignant...), les enseignants membres du Seces et les étudiants refusent de rejoindre les salles de cours et les enseignants de reprendre les activités pédagogiques. Les nouveaux bacheliers attendent la rentrée depuis 9 mois.

Droits humains, gouvernance

◆ **Fusillade du 7 février 2009 : une commission internationale sera mise en place, selon Marc Ravalomanana.** « *Je me suis entretenu avec le président Joaquim Chissano, chef de la médiation internationale, sur la mise en place d'une Commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur le massacre du 07 février 2009 et déterminer les véritables auteurs de ce crime* », a-t-il indiqué.

◆ **Paludisme : légère baisse du taux de prévalence. Il s'établit à 35%.** Le nombre des malades traités est à la baisse : 200.000 cas ont été recensés en 2010 contre 300.000 en 2009. Et ce, grâce aux efforts déployés par le ministère de la Santé avec l'appui renforcé des partenaires financiers et techniques. L'objectif initial était d'éradiquer le paludisme sur tout le territoire d'ici 2012.

Economie - Social

◆ **L'Observatoire du riz fait état d'une baisse générale des cours. Le « vary mora » a contribué à cette baisse.** L'abondance du riz issu de la dernière récolte en est la cause. Le riz importé demeure cependant le moins cher. La stabilité de son prix a été favorisée par l'abondance du riz pakistanais et par la continuité des ventes du « vary mora » [*opération gouvernementale de vente à prix « bradé » pour les couches défavorisées*]. L'arrivée de la 2^{ème} cargaison du riz importé par l'État (12.000 tonnes), il y a quelques jours, continuera de stabiliser, voire de faire baisser davantage les cours.

◆ **Un nouveau gisement d'or découvert : grande ruée dans le Sud-ouest.** Plus de 7.000 personnes se sont lancées depuis un mois dans l'exploitation d'or sur un nouveau site. La police des Mines s'est rendue sur les lieux. Un comptoir de l'or sera mis en place pour contrôler la circulation du métal précieux. Les exploitations sauvages se multiplient à la faveur de la crise qui pousse à de grandes migrations.

